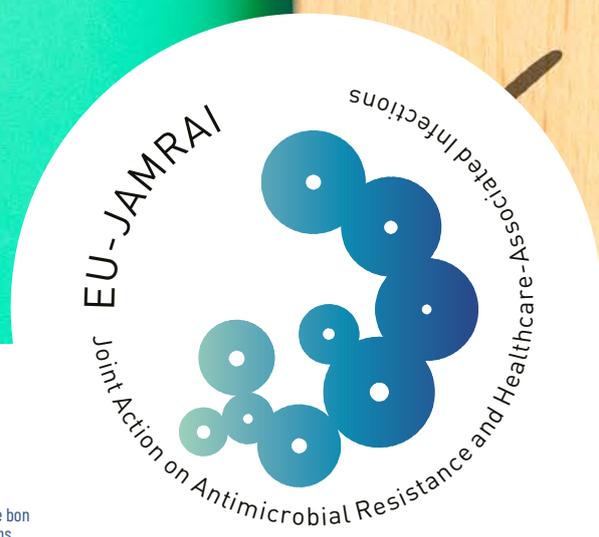


POLICY BRIEF

LA NÉCESSITÉ DE DÉVELOPPER DES ÉLÉMENTS CLÉS AU NIVEAU EUROPÉEN SUR LE BON USAGE DES ANTIMICROBIENS ET LA PRÉVENTION ET LE CONTRÔLE DES INFECTIONS



Co-funded by
the Health Programme
of the European Union

EU-JAMRAI | Policy brief: La nécessité de développer des éléments clés au niveau européen sur le bon usage des antimicrobiens (Antimicrobial stewardship) et la prévention et le contrôle des infections (Infection Prevention and Control)

www.eu-jamrai.eu



POLICY BRIEF

LA NÉCESSITÉ DE DÉVELOPPER DES ÉLÉMENTS CLÉS AU NIVEAU EUROPÉEN SUR LE BON USAGE DES ANTIMICROBIENS ET LA PRÉVENTION ET LE CONTRÔLE DES INFECTIONS

UN BESOIN NON SATISFAIT



Joint Action
Antimicrobial Resistance and
Healthcare-Associated Infections

La résistance aux antimicrobiens (RAM), qui illustre la capacité des micro-organismes à résister à l'action des antimicrobiens, est un problème mondial et majeur qui menace la santé humaine et animale ainsi que l'environnement, qui sont tous interconnectés, car les micro-organismes peuvent se propager dans tous les secteurs. La question de la RAM nécessite une approche holistique et multisectorielle, connue sous le nom d'approche « Une seule santé ».

L'utilisation excessive et inappropriée des antimicrobiens ainsi que les mauvaises pratiques de prévention et de contrôle des infections (PCI) sont les deux principaux moteurs de la RAM. Si la RAM continue à augmenter, nous reviendrons à un monde où les maladies infectieuses ne sont plus traitables, ce qui prolongera la durée des maladies, augmentera la morbi-mortalité et, dans le même temps, le coût des soins de santé.

Les organisations internationales agissent pour la prévention de la résistance aux antimicrobiens: l'OIE, l'OMS et la FAO, en relation avec le PNUE, sont engagées dans une alliance Tripar-

tite plus pour coordonner les stratégies de lutte contre la RAM. L'OMS a publié le Plan d'action mondial de lutte contre la RAM en 2015, tandis que l'Union européenne² a adopté un plan d'action européen « Une seule santé » contre la RAM en 2017. Selon les recommandations de la Commission européenne, la lutte contre la RAM ne peut être menée qu'en combinant des mesures de PCI rigoureuses (y compris celles visant les infections associées aux soins de santé) et des programmes encourageant une utilisation prudente des antimicrobiens, connus sous le nom de programmes de bon usage des antimicrobiens (Antimicrobial stewardship = AMS). D'un point de vue économique, l'OCDE a démontré que la mise en œuvre des programmes AMS et PCI permet de réaliser des économies³.

Cependant, malgré ces plans et recommandations, les États Membres de l'UE n'atteignent pas le même niveau de réalisation en matière de politiques de santé sur l'AMS et la PCI. Cela représente un obstacle à la mise en œuvre efficace des programmes AMS et PCI au niveau européen.

Pour surmonter cet obstacle, l'EU-JAMRAI invite vivement les États Membres et la Commission européenne à mandater les agences de l'UE concernées, avec le soutien des organisations professionnelles européennes, pour développer des éléments clés sur l'AMS et la PCI. Ils doivent pouvoir être mis en œuvre au niveau national et au niveau local, tant en matière de santé humaine qu'animale, et être pertinents pour l'UE, afin de créer le cadre minimum de référence pour tous les États Membres de l'UE.





LA MENACE MONDIALE DE LA RAM

Au niveau international, la RAM est reconnue par l'OMS comme étant l'une des principales menaces mondiales et figure parmi les priorités d'action de l'agenda mondial de la santé. En effet, les chiffres publiés par l'ECDC et l'OCDE³ sont alarmants:

- 33.000 patients meurent chaque année dans l'UE/EEE des suites directes d'infections causées par des bactéries multirésistantes⁴.
- L'utilisation des antibiotiques et les pratiques de prévention et de contrôle des infections varient beaucoup d'un pays à l'autre. D'ici 2050, l'Europe du Sud sera la région la plus touchée par la RAM: l'Italie, la Grèce et le Portugal devraient être les pays où les taux de mortalité⁴ liés à la RAM sont les plus élevés.

En ce qui concerne le secteur animal, dans l'UE/EEE, environ deux tiers de l'utilisation totale d'antimicrobiens sont destinés aux animaux de rente.⁵ Au niveau mondial, si aucune mesure efficace n'est mise en place, l'utilisation d'antimicrobiens chez les animaux de rente augmentera de 67% entre 2010 et 2030⁶. Dans l'ensemble de l'UE, entre 2011 et 2016, on estime que les ventes d'antimicrobiens vétérinaires ont diminué de 20%⁵ mais la consommation reste encore trop élevée.

La RAM a également un impact significatif sur le coût des soins de santé dans les pays de l'UE/EEE. En 2019, l'OCDE et l'ECDC ont estimé qu'en raison des coûts supplémentaires des soins de santé induits par la RAM, 1,1 milliard d'euros devraient être dépensés chaque année dans les pays de l'UE/EEE entre 2015 et 2050⁷.

Si aucune mesure de santé publique efficace n'est mise en place dans les années à venir, les taux de RAM et son impact augmenteront encore.





QUELLES SONT LES ACTIONS POSSIBLES ?

Comme le plan d'action européen « Une seule santé » contre la RAM¹ demande instamment de faire de l'UE une région de bonnes pratiques et d'influencer l'agenda mondial, il est nécessaire d'établir des éléments clés harmonisés guidant les programmes AMS et PCI dans l'UE.

Sans un cadre commun, il est impossible de mettre en œuvre correctement des programmes efficaces d'AMS et de PCI capables de réduire le fardeau de la RAM aux niveaux européen, national et local.

Les conclusions du Conseil de l'UE de 2019 ont demandé instamment l'élaboration de recommandations communes sur la PCI et l'AMS⁸ basées sur des pratiques éprouvées et le

soutien à leur mise en œuvre. L'action conjointe européenne sur la résistance aux antimicrobiens et les infections associées aux soins (EU-JAMRAI) a révélé que les États Membres et les parties prenantes interrogés considèrent que l'établissement de standards au niveau européen est une priorité⁹ pour une mise en œuvre efficace des programmes d'AMS et de PCI.

Certains éléments clés ont déjà été élaborés au niveau international, mais plusieurs lacunes doivent être comblées pour que ces éléments clés soient pleinement mis en œuvre dans l'UE (voir tableau ci-dessous). En outre, en matière de santé animale et environnementale, nous n'avons pas connaissance d'éléments clés existant au niveau international.

	Prévention et contrôle des infections (PCI)	Bon usage des antimicrobiens (AMS)
	Santé humaine	Santé humaine
Éléments clés existant au niveau national et au niveau local (hôpitaux)	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les recommandations 2016 de l'OMS¹⁰ ■ Les exigences minimales de l'OMS 2019¹¹ 	<ul style="list-style-type: none"> ■ La boîte à outils pour le bon usage des antimicrobiens de l'OMS 2019¹²
→ Lacunes à combler	<ul style="list-style-type: none"> → Adapté à l'UE ? → Développer des compétences clés au niveau national et au niveau des centres de soin pour la santé animale ? 	
Éléments clés existant au niveau des hôpitaux uniquement	<ul style="list-style-type: none"> ■ Une revue de la littérature et un consensus d'experts 2015 dans une perspective européenne¹³ 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les indicateurs de structure et processus TATFAR 2015¹⁴
→ Lacunes à combler	<ul style="list-style-type: none"> → Besoin d'être mis à jour ? → Cible uniquement les hôpitaux, doit être développé pour les maisons de retraite et la ville 	



QUELLES SONT LES ACTIONS POSSIBLES ?

L'EU-JAMRAI invite donc la Commission européenne, ainsi que les États Membres de l'UE et les principales parties prenantes telles que les organisations professionnelles, à combler ces lacunes. Ces éléments clés des programmes d'AMS et de PCI, tant au niveau national qu'au niveau local (par exemple, hôpital/maisons de retraite/ville), pour la santé humaine et animale, pourraient être développés sur la base des exemples décrits ci-dessus. Une méthodologie solide est conseillée, par exemple :

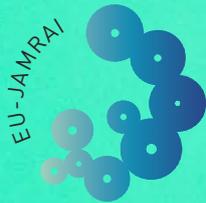
- Revue de la littérature publiée, de la littérature grise et des recommandations existantes ;

- Suivie par une procédure de consensus structurée impliquant tous les représentants des États Membres de l'UE.
- Ces éléments clés doivent être complétés par des indicateurs de structure/processus/résultats, qui pourraient être utilisés tant au niveau national qu'européen, notamment s'ils sont accompagnés d'objectifs quantifiés réalisables. Le processus suivi par le groupe de travail transatlantique sur la résistance antimicrobienne (TATFAR)¹⁶ peut être source d'inspiration.

RÉFÉ- RENCES

- ¹ European Commission (2017). European One Health Action Plan against antimicrobial resistance.
- ² European Commission, (2017/C 212/01). EU Guidelines for the prudent use of antimicrobials in human health.
- ³ OECD (2018), Stemming the Superbug Tide: Just A Few Dollars More, OECD Publishing, Paris.
- ⁴ Cassini A. et al (2019). Attributable deaths and disability-adjusted life-years caused by infections with antibiotic-resistant bacteria in the EU and the European Economic Area in 2015: a population-level modelling analysis, *The Lancet*, 19:1.
- ⁵ European Court of auditors (2019). Addressing antimicrobial resistance: progress in the animal sector, but this health threat remains a challenge for the EU, Luxembourg: Publications Office of the European Union.
- ⁶ Van Boeckel, T. et al. (2015), "Global trends in antimicrobial use in food animals", *Proceedings of the National Academy of Sciences*, Vol. 112/18, pp. 5649-5654.
- ⁷ ECDC, OECD (2019), AMR tackling the burden in the European Union. Briefing note for EU/EEA countries. Paris.
- ⁸ Council of the European Union (2019). Conclusions on the next steps towards making the EU a best practice region in combatting antimicrobial resistance n°36,37.
- ⁹ EU-JAMRAI, WP4, (2020). MS4.1 "Survey of Member States (MS) and Stakeholders (SH) priorities"
- ¹⁰ WHO (2016). Guidelines on core components of infection prevention and control programmes at the national and acute health care facility level. Geneva: World Health Organization
- ¹¹ WHO (2019). Minimum Requirements for infection prevention and control (IPC) programmes. Geneva: World Health Organization
- ¹² WHO (2019). Antimicrobial stewardship programmes in health-care facilities in low- and middle-income countries toolkit. Geneva: World Health Organization
- ¹³ Zingg, W. and al. Hospital organisation, management, and structure for prevention of health-care-associated infection: a systematic review and expert consensus. *The Lancet. Infectious diseases*, 15(2), 212-224.
- ¹⁴ TAFTAR (2015). Summary the modified Delphi process for common structure and process indicators for hospital antimicrobial stewardship programs.
- ¹⁵ Pollack LA and al (2016). A Concise Set of Structure and Process Indicators to Assess and Compare Antimicrobial Stewardship Programs Among EU and US Hospitals: Results From a Multinational Expert Panel, *Infect Control Hosp Epidemiol.* 37(10):1201-11.

EU-JAMRAI | Policy brief: The need to develop core elements at the European level on antimicrobial stewardship (AMS) and infection prevention and control (IPC)



Joint Action Antimicrobial Resistance and Healthcare-Associated Infections



Co-funded by
the Health Programme
of the European Union

This document arises from the Joint Action on Antimicrobial Resistance and Healthcare-Associated Infections (EU-JAMRAI), which has received funding from the European Union, in the framework of the Health Program (2014-2020) under the Grant Agreement N°761296. Sole responsibility lies with the author and the Consumers, Health, Agriculture and Food Executive Agency is not responsible for any use that may be made of the information contained herein